Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

8 mars

Journée internationale de lutte des femmes



Depuis plusieurs mois, le mouvement des Gilets jaunes a montré la place prise par les femmes dans l'expression de la colère populaire : sur les ronds-points et dans les manifestations de chaque week-end, elles sont apparues nombreuses à participer à l'organisation des actions et à l'élaboration des revendications.

Parmi elles, on a noté la forte présence de travailleuses des services publics (hôpitaux, services sociaux et éducatifs), qui ont souvent permis de faire le lien entre justice fiscale et justice sociale.

Ce constat nous rappelle la réalité du salariat féminin dans la France capitaliste d'aujourd'hui :



- Les travailleuses constituent 51% du salariat populaire (ouvriers et employés), alors qu'elles n'étaient que 35% il y a 50 ans ; en deux générations, le nombre d'emplois occupés par les femmes est passé de 7 à 13 millions (celui des emplois masculins ayant, lui, stagné).

- Occupant majoritairement des secteurs d'activité en pleine expansion, notamment ceux de la santé, de l'éducation, du travail social, du commerce et de l'entretien, ces travailleuses ont été aux « avant-postes » de la précarité galopante, de la flexibilité (30% des emplois créés sont des temps partiels, y compris imposés par l'employeur) et du décrochage entre salaire et qualification.

- Le chiffre des inégalités salariales entre hommes et femmes est bien connu : les femmes gagnent en moyenne 26% de moins que les hommes, et dans le mouvement syndical, cette inégalité est traduite par l'idée du travail gratuit effectué par les femmes à partir de 15h40. Rappelons qu'en régime capitaliste, c'est tout une partie du temps travaillé qui est du travail gratuit, aussi bien pour les hommes que pour les femmes ; les femmes, elles, sont surexploitées à cause des conditions d'emploi évoquées ci-dessus.

Dans ce contexte, bien loin de créer les conditions d'une égalité réelle entre les hommes et les femmes, le régime capitaliste n'a fait qu'accentuer un processus de division du travail favorisant l'exploitation et l'aliénation de l'ensemble du salariat.

L'État, en tant que garant de ce régime capitaliste, n'apporte ni protection aux catégories discriminées ni correction des injustices subies par les femmes travailleuses.

Les belles promesses de campagne comme celles d'un Macron qui, en novembre 2017, disait vouloir faire de la question des femmes « *une grande cause nationale de son quinquennat* », ne résistent pas à la réalité des politiques menées par les gouvernements successifs : le gel des

… /…

web

PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov BP40084

75 862 PARIS CEDEX 18

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

unionjc.fr

salaires et des pensions, les réductions budgétaires, les suppressions de postes de fonctionnaires, les réformes des retraites, les lois Macron, la Loi Travail et ses ordonnances, autant de mesures qui frappent de plein fouet l'ensemble des travailleurs et retraités, mais qui aggravent plus particulièrement les conditions de travail et de vie des femmes.

Les femmes ont donc toute légitimité à mener le combat pour la reconnaissance de leurs droits, sur leurs lieux de travail comme dans tous les secteurs de la société.

Les récentes luttes victorieuses dans les crèches de Lyon, à la CNAF, ou à l'hôtel Hyatt-Vendôme (après 3 mois de grève des travailleuses de l'entretien !) montrent d'ailleurs leurs capacités à faire céder leurs directions.

Mais à l'échelle sociale, on ne peut se contenter, comme le font trop souvent certains mouvements féministes, de dénoncer les inégalités entre hommes et femmes sans dénoncer la loi capitaliste du profit maximum nécessaire à son développement et dont l'ensemble les travailleurs subit les effets néfastes, et plus particulièrement les femmes. C'est pourquoi l'unité entre les travailleurs femmes et hommes est un impératif pour la libération des travailleuses.

Seule la lutte peut leur permettre de se libérer du joug du capitalisme, et d'avoir une vie meilleure avec la satisfaction de revendications comme la construction de crèches, y compris sur leur lieu de travail, financées par les entreprises, l'égalité réelle de salaires, de qualification et de promotion avec les hommes, le rôle accru des inspections du travail pour combattre les atteintes à leur intégrité, la socialisation d'un certain nombre de tâches domestiques, etc.

La liste est longue des revendications spécifiques aux femmes, mais la complète égalité sociale ainsi revendiquée ne peut être obtenue sous un régime capitaliste qui n'a qu'un objectif, la loi du profit maximum.



Rosa Luxemburg, grande militante révolutionnaire allemande, assassinée par la social-démocratie il y a 100 ans, disait en 1912, au sujet du droit de vote pour les femmes :

« *C'est le but. Mais le mouvement de masse qui pourra l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, mais une préoccupation de classe commune des femmes et des hommes du prolétariat. […]*

En Allemagne, la monarchie et le manque de droits des femmes sont devenues les plus importants instruments de la classe capitaliste régnante. […]

***En luttant pour les droits des femmes, nous rapprocherons aussi l'heure où la société actuelle tombera en ruines sous les coups de marteau du prolétariat révolutionnaire.*»**

LE COMBAT DES FEMMES PASSE PAR LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE CAPITALISME ET POUR LE SOCIALISME !

Pour mener ce combat jusqu'à la victoire, rejoignez le Parti Communiste Révolutionnaire de France !

Le PCRF, mars 2019

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.